

l'éclatante victoire électorale du général Ibanez au Chili, obtenue grâce à un programme anti-impérialiste de type péroniste ; la vague importante de grèves au Guatemala, en Uruguay et au Pérou font apparaître l'ennemi de l'impérialisme jusque sur le seuil de sa propre maison. Ceux qui, dans ces conditions, se déclarent satisfaits des résultats obtenus, vivent décidément dans un rêve. Il a fallu bien des Cassandre pour qu'ils se réveillent. Au fond, dit M. Lippman, les deux partis et les deux candidats à la Présidence sont conscients de cette situation nouvelle (*New York Herald Tribune*, 12 et 15 septembre 1952). Tous les deux sont à la recherche d'une solution, d'une politique nouvelle pour faire face à cette tournure imprévue des événements : malgré le réarmement atlantique, les rapports de forces se modifient non en faveur mais aux dépens des puissances impérialistes !

En fait de solutions nouvelles, peu de recettes ont été avancées jusqu'à maintenant. M. Lippman en a une : favoriser le développement de « rébellions titistes » dans le camp soviétique. Mais ses qualités d'analyste sont supérieures à celles de conseiller gouvernemental. Beaucoup d'oiseaux « libéraux » et vaguement socialistes ont des plans du même genre : il faut élaborer un programme « vraiment attrayant » pour ramener dans le camp occidental les peuples coloniaux et ceux des démocraties populaires. Mais à moins de changer de nature, l'impérialisme, même sous le masque le plus humanitaire et désintéressé, ne peut apporter aux peuples qu'un programme d'exploitation économique et d'oppression politique. Une pluie d'or n'a pu empêcher que jamais l'Européen n'a été plus hostile à l'impérialisme yankee qu'aujourd'hui (1). Si le chemin de l'enfer est pavé de bonnes intentions, le chemin de la révolution anti-impérialiste pourra fort bien être pavé de quelques « plans d'investissement dans les régions sous-développées ».

La « vieille garde » républicaine, autour de M. Hoover, possède une autre recette, en partie appuyée par le sénateur Taft : c'est la doctrine du « Gibraltar américain », du retrait des forces américaines du reste du monde pour se concentrer sur la consolidation et la défense du dernier bastion inexpugnable du Capital, l'hémisphère occidental. Les dirigeants responsables de la bourgeoisie américaine n'ont pas manqué de traiter de pareilles idées de « dangereuses » pour la sécurité des États-Unis (voir notamment le discours du général Bradley, prononcé le 20 mars dernier à Pasadena). Ce sont en fait des idées de suicide, bonnes pour « mourir en beauté » et non pour se battre pour la survie. Il suffit d'additionner la puissance économique de l'Europe occidentale et de l'Asie orientale à celle de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires, pour se rendre compte qu'une telle combinaison détruirait même la prépondérance industrielle des U.S.A. Aussi le général Eisenhower, qui a fidèlement épousé toutes les positions de la « vieille garde » en matière de politique intérieure, s'est-il bien gardé d'en faire autant sur la situation internationale. On peut même affirmer que si le *big business* a jeté son poids dans la balance (2) pour qu'Eisenhower soit le candidat républicain, c'est dans une large mesure parce qu'il fallait éviter une candidature de Taft qui, en essayant de capitaliser l'opposition latente à la guerre de Corée et à la course aux armements qui existe aux U.S.A., aurait

(1) Au dernier conseil national du R.P.F., de Gaulle s'est ému de l'hostilité croissante de la population française envers l'impérialisme américain.

(2) L'hebdomadaire *The Nation* du 5 juillet énumère comme partisans de l'élection d'Eisenhower à la convention républicaine les dirigeants de la Chase National Bank, de la General Electric, de la Standard Oil et de l'Aramco, de la Gulf Oil Co. de la General Foods Corp., de la Owens-Illinois Glass Co, de la Ford Motor Co, de la Continental Can Co. Les frères Alsop y ajoutent le trust General Motors.